



Contrat doctoral sur le projet région Nouvelle-Aquitaine INEGAPOL

Inégalités et conceptions du système politique – Comprendre le décalage entre élus et citoyens

Financement : Région Nouvelle -Aquitaine

Montant de l'allocation doctorale : 1900€ bruts par mois (et possibilité d'enseigner)

Directrice de thèse: Cécile Vigour, Directrice de recherche au CNRS

Co-directrice de thèse : Camille Bedock, chargée de recherche au CNRS

Localisation : Centre Émile Durkheim (UMR 5116), Sciences Po Bordeaux

Période : Novembre 2021 – Novembre 2024

Résumé du projet de recherche d'ensemble

Dans un contexte de polarisation et d'inégalités croissantes, la défiance d'une partie des citoyens envers leur système politique et le mécanisme de l'élection n'a jamais semblé si forte. En réponse à cela, les élus ont adopté des réformes de la démocratie représentative et des dispositifs de renforcement de la participation qui ne sont pas parvenus à renverser ce phénomène. Paradoxalement, peu de recherches ont exploré en profondeur les aspirations normatives des citoyens – et notamment des plus marginalisés socialement et éloignés de la politique – sur leur système politique qui pourraient expliquer cette défiance. Moins de travaux scientifiques encore les ont confrontées à celles des élus. Le projet se propose donc d'étudier l'influence des inégalités sociales et politiques sur les conceptions du système politique des citoyens et de les confronter à celle des élus locaux.

Ce projet postule que les inégalités sociales, qui structurent les inégalités de participation politique, sont centrales pour comprendre ces aspirations normatives. Son hypothèse principale est la suivante : les groupes sociaux les plus frappés par les inégalités sociales et politiques (faisant l'expérience de la précarité au travail, moins diplômés, avec un plus faible niveau de revenu et un moindre accès au pouvoir politique) sont plus critiques de la démocratie représentative sans pour autant souhaiter la fin de la représentation ou de la démocratie. Sa rénovation radicale, notamment par des mécanismes de contrôle et de sanction des élus, est particulièrement plébiscitée. Le projet fait aussi l'hypothèse de l'existence d'un fort décalage entre ces aspirations et la vision dominante

des élus, ancrée dans une vision élitiste de la démocratie fondée sur la distinction claire entre gouvernants et gouvernés et l'indépendance des représentants.

En termes méthodologiques, le projet s'appuiera sur des méthodes mixtes combinant enquête par questionnaires et enquête qualitative en France (Nouvelle-Aquitaine et Finistère) et en Italie (Emilie-Romagne) avec des entretiens approfondis avec des citoyens et des élus. Deuxièmement, il s'appuiera sur une double comparaison : entre pays, et entre élus et citoyens, avec une focale particulière sur les citoyens les plus marginalisés. La France et l'Italie constituent des laboratoires cruciaux : ils sont caractérisés par un usage intense des réformes de la démocratie, par des mouvements sociaux et des partis ayant mis la question démocratique au centre de leur agenda politique, par des institutions très différentes et par de fortes disparités du niveau des inégalités. Ce projet entend donc non seulement contribuer à une question de recherche importante théoriquement, en allant au-delà du constat convenu de la « crise de la démocratie représentative », mais aussi politiquement, puisqu'ignorer les aspirations des groupes les plus marginalisés contribue à fragiliser le soutien à la démocratie.

Il procèdera en deux temps :

1. Une enquête quantitative auprès de citoyens européens conduite et financée par le projet ERC CUREORCUSE coordonné par Jean-Benoît Pilet (Université Libre de Bruxelles), qui sera transposée sous la forme d'une enquête par questionnaire auprès d'élus locaux.
2. Une analyse qualitative des discours sur le système politique par une campagne d'entretiens en France et en Italie auprès de citoyens et d'élus locaux à divers niveaux de responsabilités et aux parcours contrastés.

L'équipe du projet est constituée de politistes et de sociologues spécialistes des méthodes mixtes, de la comparaison et de l'analyse des institutions, mais aussi de la politique locale et de la démocratie participative, de méthodologies des sciences sociales et des politiques publiques et sociales.

Place de la thèse dans le projet :

Le ou la doctorante recrutée a vocation à travailler sur le thème suivant : « Elus locaux et conceptions du système politique : une perspective comparative »

La personne retenue sera intégré-e dès le début de sa thèse à ce projet de recherche ce qui va lui permettre de s'initier à l'ensemble du processus de construction, d'administration et de traitement d'une enquête quantitative (pour la partie consacrée aux élus locaux en France et en Italie). Le/la doctorante développera également des compétences en analyse des données qualitatives à travers la conduite, puis le codage et l'analyse d'une soixantaine d'entretiens avec des élus locaux. Cette thèse va ainsi former un-e spécialiste des méthodes mixtes et de la comparaison, capable de mobiliser dans la suite de sa carrière, universitaire ou non, une grande capacité à collecter, traiter et analyser des données diverses et comparées. La ou le candidat-e retenu-e sera également pleinement intégré-e aux travaux de dissémination et de publication : participation à des conférences nationales et internationales, publications collectives et individuelles. Là encore, ces compétences peuvent ensuite être particulièrement utiles au devenir du/de la candidate aussi bien dans le monde universitaire que dans divers autres secteurs.

Moyens

Accueil au Centre Émile Durkheim (poste de travail avec ordinateur)

Financement de missions de terrain

Données produites lors du projet

Compétences souhaitées

La/le candidat-e devra :

- être titulaire d'un Master (ou d'un diplôme équivalent) en science politique ou en sociologie.
- Avoir une bonne aptitude à mener des entretiens et des compétences basiques ou avancées en outils statistiques et gestion des bases de données (Excel, Stata, SPSS et/ou R), qui pourront être approfondies pendant la thèse.
- parler et écrire en français et en anglais.

Une partie des entretiens devant être fait en Italie. Pour cela, une maîtrise de l'italien est nécessaire, celle-ci pouvant s'acquérir au cours de la première année de thèse

Direction

La thèse sera co-dirigée par Cécile Vigour (DR CNRS) et Camille Bedock (CR CNRS) à Sciences Po Bordeaux.

Unité d'accueil

Centre Émile Durkheim, UMR 5116

<https://durkheim.u-bordeaux.fr/>

Modalités de sélection

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent envoyer par courrier électronique :

- Un CV,
- Le relevé des notes de M1 et M2 (surtout pour connaître les cours suivis),
- Le mémoire de recherche rédigé lors du master, et éventuellement tout autre mémoire en rapport avec le projet,
- Un document en 1 ou 2 pages expliquant comment la/le candidat.e envisage son insertion dans le projet et d'aborder le sujet de thèse du point de vue théorique et méthodologique.

La sélection se fera sur dossier. Les candidat-e-s sélectionné-e-s seront auditionné-e-s en présentiel (avec possibilité de défraiement) ou sur Zoom. Les auditions auront lieu la semaine du 4 octobre 2021.

Les candidatures sont à adresser à c.vigour@sciencespobordeaux.fr et c.bedock@sciencespobordeaux.fr

Date limite pour candidater

25 septembre 2021
